

Nouvelles locales du mardi 22 décembre 2015

@rib News, 22/12/2015 ĩ Justice et droit de lâ€™™Homme - Des militaires proches du PrÃ©sident Nkurunziza seraient impliquÃ©s dans les assassinats de civils habitant les quartiers dits contestataires du troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza. Des enquÃªtes rÃ©vÃ©lent que des hauts gradÃ©s issus des anciennes Forces ArmÃ©es Burundaises sâ€™™active auprÃ©s de certains de leurs collÃ©gues issus des anciens mouvements rebelles dans ces opÃ©rations. Dâ€™™aprÃ©s les enquÃªtes menÃ©es, parmi ces hauts gradÃ©s figure le GÃ©nÃ©ralâ€™™Major Joseph Ndayishimiye surnommÃ© Â«Â PaysanÂ» vient de passer plusieurs annÃ©es au sein de lâ€™™armÃ©e.

Dâ€™™aprÃ©s des informations vÃ©rifiÃ©es, il aurait dÃ©tournÃ© des armes destinÃ©es aux militaires de lâ€™™AMISOM, pour aux membres des services de sÃ©curitÃ© actifs dans la rÃ©pression des civils ainsi quâ€™™aux jeunes Imbonerakure du parti a pouvoir Ã©galement acquis Ã cette cause. Selon ces mÃªmes sources, les armes en question devaient en principe Ãªtre acheminÃ©es Ã la Brigade logistique, ancienne Base des Forces armÃ©es, mais ont plutÃ´t atterri au sein de la Base SpÃ©ciale de Protection des Institutions (BSPI) dâ€™™oÃ¹ sont issus la garde militaire du PrÃ©sident de la RÃ©publique, la BS qui est basÃ©e Ã Kamenge Ã lâ€™™ancienne DCA. Ce serait juste aprÃ©s cette Â«Â missionÂ» que le GÃ©nÃ©ral de Brigades Ndayishimiye a Ã©tÃ© remerciÃ© en obtenant le grade de GÃ©nÃ©ral-Major ensuite par sa nomination au poste de Chef dâ€™™Etat-Major GÃ©nÃ©ral adjoint de lâ€™™armÃ©e, poursuivent ces sources. - Les informations recueillies auprÃ©s de plusieurs sources militaires indiquent quâ€™™au moment des attaques des 4 camps militaires de Bujumbura et Mujejuru, le Chef dâ€™™Etat-major GÃ©nÃ©ral-Major Prime Niyongabo Ã©tait en voyage de travail Ã lâ€™™Ã©tranger. Ainsi, en ces dates du 11 et 12 dÃ©cembre GÃ©nÃ©ral-Major Ndayishimiye commandait lâ€™™armÃ©e en lâ€™™absence de son supÃ©rieur en mission de travail. Plusieurs militaires contactÃ©s, dont certains sont des rescapÃ©s de ces Ã©vÃ©nements, affirment quâ€™™il est inconcevable quâ€™™au militaire membres des 29Ã¨me et 30Ã¨me bataillons AMISOM qui se trouvait Ã Bujumbura nâ€™™est pu dÃ©fendre les camps attaquÃ©s le 11 dÃ©cembre car nâ€™™ayant aucune arme sur eux. Ces militaires pensent quâ€™™un plan dâ€™™Ã©limination des jeunes dans les quartiers contestataires avait Ã©tÃ© prÃ©parÃ©, et quâ€™™aucune arme ne leur a Ã©tÃ© donnÃ©e par les supÃ©rieurs qui ne voulaient aucun obstacle Ã cette mission. Ils prÃ©cisent quâ€™™ils nâ€™™ont reÃ§u ces armes que samedi lâ€™™ordre dâ€™™aller Ã la Brigade Logistique (ex-Base) pour remplacer les militaires tuÃ©s ainsi que ceux emprisonnÃ©s ou ceux qui ont Ã©tÃ© mutÃ©s rapidement pour lâ€™™intÃ©rieur du pays; alors quâ€™™un autre groupe Ã©tait envoyÃ© Ã lâ€™™ISCAM Cadres Militaires (ISCAM) pour remplacer les militaires envoyÃ©s Ã lâ€™™intÃ©rieur du pays ou ceux emprisonnÃ©s ou tuÃ©s. Des arrestations se sont dÃ©roulÃ©es en province de Karuzi au chef-lieu de cette mÃªme province la nuit derniÃ¨re. Elles concernent 9 membres du parti MSD qui, tous, prenaient un verre dans un bistro "chez SOGO". Ils sont pour le moment incarcÃ©rÃ©s au cachot de la police de Karuzi. Le service de renseignement et la police qui ont procÃ©dÃ© aux interpellations accusent ces militants de propager un discours et de distribuer des tracts parlant du gÃ©nocide des tutsi au Burundi. - La route principale qui traverse le quartier de Cibitoke dans la ville de Bujumbura communÃ©ment appelÃ© "Rya Kanyoni" a Ã©tÃ© momentanÃ©ment bloquÃ©e Ã la circulation par des policiers et militaires ce mardi matin. La cause Ã©tait une fouille se dÃ©roulait dans les mÃ©nages de certaines rues de ce quartier. MÃªme les personnes qui se rendaient Ã la messe de 6 heures n'ont pas Ã©tÃ© autorisÃ©es Ã passer comme tÃ©moigne un habitant du quartier. - Une vingtaine de personnes dont une majoritÃ© de jeunes hommes avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es dans la rafle opÃ©rÃ©e ce lundi aprÃ©s-midi Ã la 15e avenue du quartier de Cibitoke. Ces jeunes gens ont pour la plupart Ã©tÃ© sortis de leurs maisons par des Ã©lÃ©ments de l'Appui Ã la Protection des Institutions et de l'armÃ©e. Ils ont Ã©tÃ© rouÃ©s de coups avant d'Ãªtre emmenÃ©s entassÃ©s dans des vÃ©hicules des forces de l'ordre. Un certain Emmanuel surnommÃ© "Simba" de nationalitÃ© Rwandaise et qui aurait travaillÃ© dans l'agence de voyage Memento, des garÃ§ons prÃ©nommÃ©s Nzungu, Aimable et Eddy seraient parmi les personnes arrÃªtÃ©es. Les familles et voisins craignent pour leur vie, au regard des conditions dans lesquelles ils ont Ã©tÃ© interpellÃ©s. Les militaires et policiers les ont traitÃ©s de "rebelles" et personne ne sait oÃ¹ ils ont Ã©tÃ© acheminÃ©s. ĩ SÃ©curitÃ© - Le Conseil national de sÃ©curitÃ© burundais dÃ©ploie dans un communiquÃ© ce quâ€™™il appelle l'implication du Rwanda dans dÃ©stabilisation du Burundi par le recrutement, l'entrainement et l'armement des Ã©lÃ©ments du mouvement putschiste. Le gouvernement du Burundi dit avoir diffÃ©rentes preuves en sa possession. Il cite notamment le dernier rapport sorti par l'ONG amÃ©ricaine "Refugee International". Le Conseil national de sÃ©curitÃ© rÃ©fute aussi la dÃ©cision du conseil de paix de sÃ©curitÃ© de l'Union Africaine de dÃ©ployer une mission de prÃ©vention et de protection au Burundi. Il informe la communautÃ© nationale et internationale que la menace de gÃ©nocide qui justifierait ce dÃ©ploiement n'est qu'une machination des dÃ©tracteurs du gouvernement visant Ã parachever le coup de force enclenchÃ© le 13 mai 2015. De plus, le Burundi a reÃ§u des sollicitations de l'Union Africaine pour donner d'autres contingents, prÃ©cise le conseil de sÃ©curitÃ©. Ce dernier rappelle enfin que le Burundi est capable d'assurer la sÃ©curitÃ© de sa population. ĩ Politique - Le Parlement burundais sâ€™™est rÃ©uni ce lundi Ã Bujumbura pour un congrÃ¨s spÃ©cial dans lequel les parlementaires devaient dÃ©battre la nÃ©cessitÃ© du dÃ©ploiement dâ€™™un contingent de lâ€™™UA au Burundi. Câ€™™Ã©tait comme une messe d'Ã©jÃ© dite car les parlementaires rÃ©pÃ©taient les mÃªmes arguments pour dire NON Ã cette initiative de lâ€™™UA. Câ€™™est aux environs de 9 heures ce lundi 21 dÃ©cembre 2015 que les parlementaires se sont donnÃ©s rendez-vous Ã lâ€™™hÃ©micycle de Kigobe. La sÃ©curitÃ© Ã©tait bien assurÃ©e et certaines rues menant vers le palais de Kigobe Ã©taient bloquÃ©es durant la sÃ©ance du dÃ©bat retransmis pour la premiÃ¨re fois en direct par la Radio et tÃ©lÃ©vision dâ€™™Etat. Les 136 parlementaires devaient se prononcer sur trois questions du PrÃ©sident de lâ€™™Assemblée nationale, le dÃ©putÃ© Pascal Nyabenda: le gÃ©nocide ou en prÃ©paration, lâ€™™intervention des forces Ã©trangÃ¨res et le dialogue inter-burundais. - Le PrÃ©sident de lâ€™™Assemblée nationale le dÃ©putÃ© Pascal Nyabenda qui prÃ©side aussi le parti au pouvoir CNDD-FDD fixe les rÃ©gles dont certaines sont connues: Ã chaque intervenant a cinq minutes de parole sinon le micro sera coupÃ©, dire son nom, sa circonscription Ã©lectorale. Mais une annonce sort du commun Ã Kigobe ce jour-lÃ : Pascal Nyabenda exige aussi aux dÃ©putÃ©s de dÃ©cliner leur Ã©thnie, chose qui ne sâ€™™est jamais faite au sein du Parlement. Le premier Ã prendre la parole est Agathon Rwasa, qui Ã©vite de donner son nom et son Ã©thnie mais prÃ©fÃ©re dÃ©noncer toutes les formes de violence en cours. Il affirme qu'Ã© si un burundais meurt câ€™™est une perte au pays, les protagonistes doivent savoir dâ€™™oÃ¹ est venu le Burundi

préne le dialogue et les autres intervenants, dont la grande majorité sont du CNDD-FDD étaient clairs : ils ne veulent pas de troupes africaines au Burundi. Selon Evelyne Butoyi, sœur de Bujumbura issue du CNDD-FDD, ceux qui disent qu'il y a génocide au Burundi n'ont pas commencé aujourd'hui. Pour cette commissaire chargée de la sein du CNDD-FDD, ils ont commencé par crier sur les toits du monde que le CNDD-FDD est entrain de distribuer les armes pour tuer les Tutsi. Est-ce que nous allons nous tuer nous-mêmes Tutsis ? s'interroge-t-elle, comme pour annoncer qu'attant elle-même d'ethnie tutsi elle ne se sent pas menacée pas plus que les autres. - Le 2ème vice-président de l'Assemblée nationale Edouard Nduwimana a pour sa part dénoncé des opposants qui trompent la communauté internationale selon ses dires. Tous ou presque sont du parti Sahwanya Frodebu de l'ancien Président Ndadaye. L'ex-ministre de l'intérieur ne voit pas la nécessité du déploiement du contingent de l'UA au Burundi, ces troupes sont là pour créer des rebellions. Ils viendront et diront que nous sommes à Cibitoke et là vous verrez des rebelles qui viendront de partout. Percille Mwidogo a rétonné plus d'un avec ses déclarations, Bible en mains. Elle a déclaré que le pouvoir qui régne à Bujumbura émane de la volonté divine - Seul discordance dans ce débat dont les arguments étaient quasiment semblables, le député uproniste André Ndayizamba a relevé que ce débat viole l'article de la Constitution du Burundi. La disposition en question énumère six circonstances qui justifient la réunion en congrès des deux Chambres du Parlement, dont celle de ce lundi n'en faisait pas parti selon ce natif de Bururi. Les présidents des bureaux des deux chambres ont rétorqué qu'ils n'ont pas voulu sortir un communiqué sans un consensus sur des questions aussi cruciales que les accusations de génocide, l'envoi des troupes étrangères au Burundi et celle sur le dialogue inter burundais. - Sans grande surprise au sein du Parlement largement acquis au parti au pouvoir CNDD-FDD, le communiqué final de ce débat montre une position totalement opposée au déploiement du contingent de l'UA au Burundi. Selon ce communiqué, au risque de violer la Constitution du Burundi ; le Parlement exhorte le Gouvernement à ne pas hypothéquer la souveraineté du pays à la décision de déployer une Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi avec un mandat de protection de civils, comme si les Forces de Défense et de Sécurité burundaises avaient failli à leur mission, alors qu'elles sont reconnues pour leur professionnalisme et efficacité au Burundi ainsi que dans diverses missions de maintien ou d'imposition de la paix. - Pour la première fois depuis le début de la crise sociopolitique, le Parlement indexe celui qu'il appelle l'ennemi du Burundi, une accusation qui avait jusque-là été faite par l'exécutif seulement. Au point 4 de la déclaration, le Parlement burundais est indigné du silence de l'Union Africaine face aux agressions du Burundi de la part d'un Etat membre, Rwanda notamment à travers le recrutement de réfugiés burundais en vue de former une rébellion contre le Burundi, ce qui constitue d'ailleurs une nette violation de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine. À